

73.07.01 Infrastructures hydrauliques agricoles collectives

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Investissements
Base réglementaire : article du PSN	Article 73
Intitulé dispositif régional NAQ	Infrastructures hydrauliques agricoles collectives
Indicateurs de résultats associés	<p>R.27 Performances liées à l'environnement et au climat grâce à des investissements dans les zones rurales : Nombre d'opérations contribuant au développement durable, à l'atténuation du changement climatique et aux objectifs d'adaptation dans les zones rurales</p> <p>R.39 Développement de l'économie rurale : Nombre d'entreprises du secteur de l'économie rurale ayant reçu une aide pour leur développement</p>
Indicateurs de réalisation associés	O.22 Nombre d'opérations ou d'unités bénéficiant d'une aide en faveur d'investissements dans les infrastructures au titre du Feader
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Les financements FEADER visent à soutenir :</p> <p>1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau conduisant le cas échéant à une augmentation de la surface irriguée ou du volume prélevé (Alimentation par les eaux de pluie, et/ou de ruissellement issues de fossés, de toiture...)</p> <p>Exemples : création de retenues collinaires, réhausses de bassins de récupération d'eaux pluviales, réhabilitation de plans d'eau existants ...</p> <p>2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau de surface ou souterraines en équilibre, conduisant le cas échéant à une augmentation de la surface irriguée ou du volume prélevé (Alimentation par pompage dans des cours d'eau, nappes libres et d'accompagnement, non captives et captives)</p> <p>Exemples : création, réhausse, réhabilitation de retenues...</p> <p>3. les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées</p> <p>Exemple : Création / extension d'ouvrages collectifs de traitement, capacité de stockage et de distribution</p> <p>4. l'amélioration des infrastructures collectives existantes conduisant à des économies d'eau et ou d'énergie</p> <p>Exemple : Adaptation des infrastructures de stockage réseaux d'acheminement, stations de pompage.</p>
Date indicative de démarrage du	2024

dispositif	
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p>Personnes morales porteuses de projets collectifs d'hydraulique agricole.</p> <p>Par exemple : les collectivités territoriales, les EPCI (dont syndicats mixtes, société d'économie mixte...), les coopératives, les ASA (associations syndicales autorisées), les ASL (associations syndicales libres), CUMA ...</p> <p>Pour les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées : bénéficiaire public ou privé dans le cadre d'une concession ou d'une délégation de service public</p> <p>Les conditions d'éligibilité sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dument identifiées dans le cahier des charges des appels à projets.</p>
Conditions d'éligibilité	<p>Conditions communes à tout type de projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir une vocation d'irrigation agricole, - disposer des autorisations environnementales conformes à la Nomenclature Eau définie à l'article R214-1 du code de l'environnement, - disposer d'un système de mesure de la consommation d'eau au niveau de l'investissement bénéficiant de l'aide ou mettre en place ce système dans le cadre de l'investissement, - présenter à la demande d'aide une note technique et économique présentant la faisabilité du projet. <p><u>Conditions spécifiques par type de projet</u></p> <p>1. Les projets de développement de l'irrigation sans point de prélèvement dans les masses d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eco-conditionnalité : les bénéficiaires de l'investissement doivent justifier au plus tard à la demande de solde de l'atteinte du niveau supérieur ou spécifique à l'Agriculture Biologique de l'éco régime du premier pilier de la PAC, ou certification ou conversion AB, ou certification HVE ou autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise. - Par ailleurs, pour les ouvrages de collecte d'eau de pluie issue de toiture : ne sont éligibles que les projets de stockage > 800 m³ <p>2. Les projets de développement de l'irrigation avec prélèvement dans les masses d'eau superficielles et souterraines :</p>

- Eco-conditionnalité : les bénéficiaires de l'investissement doivent justifier au plus tard à la demande de solde de l'atteinte du niveau supérieur ou spécifique à l'Agriculture Biologique de l'éco régime du premier pilier de la PAC, ou certification ou conversion AB, ou certification HVE ou autre certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise.

- Ne sont éligibles que les projets dont les prélèvements se font dans des masses d'eau en équilibre (cf. liste annexée aux documents de mise en œuvre).

3. les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées

- la fourniture et l'utilisation de cette eau doit être conforme au règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil (46) Article 74

- être inscrits dans un projet de Territoire PTGE, le cas échéant

4. l'amélioration d'installations collectives existantes

- Ne sont éligibles que les projets qui ne conduisent pas à une augmentation de volume prélevé, ni de surface irrigable

- Pour les projets qui ne sont pas exclusivement liés à l'efficacité énergétique et dont les prélèvements se font dans les masses d'eau en équilibre (cf. liste annexée aux documents de mise en œuvre) : présenter un diagnostic (ex-ante) démontrant que l'investissement est susceptible de permettre une économie d'eau potentielle de 5% minimum des prélèvements des exploitations irrigantes raccordées au réseau concerné

- Pour les projets qui ne sont pas exclusivement liés à l'efficacité énergétique et dont les prélèvements se font dans les masses d'eau en déséquilibre (cf. liste annexée aux documents de mise en œuvre) : Présenter un diagnostic (ex-ante) démontrant que l'investissement est susceptible de permettre une économie d'eau potentielle de 5% minimum des prélèvements des exploitations irrigantes raccordées au réseau concerné et justifier (au moment du solde) que le projet permet une réduction effective de l'utilisation de l'eau au moins égale à 50% de l'économie potentielle.

Les modalités de calcul des économies d'eau seront précisées dans les documents de mise en œuvre.

Ces conditions d'éligibilité spécifiques sont vérifiées exclusivement au moment du dépôt de la demande de

	subvention à l'exception des situations dument identifiées dans les documents de mise en œuvre.
Coûts éligibles	<p>Les coûts éligibles concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépenses matérielles : <ul style="list-style-type: none"> o Travaux o Equipements/matériels o Foncier - Dépenses immatérielles directement liées à l'investissement (maîtrise d'œuvre, études préalables, Assistance à Maîtrise d'ouvrage...) - Dépenses immatérielles d'accompagnement dans le cadre du contrat de transition agroécologique (des précisions seront apportées dans les documents de mise en œuvre).
Inéligibilités	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets qui ne servent pas à l'irrigation (ex : abreuvement des animaux, lutte contre le gel...) - Matériels d'irrigation à la parcelle - Frais relatifs au montage du dossier de demande d'aide - Frais juridiques liés au projet - Frais de notaire - Auto-construction (achat, location de matériel, main-d'œuvre pour les travaux réalisés par le porteur de projet) - Matériels et équipement d'occasion - Investissements financés par crédit-bail - Projets présentant uniquement des dépenses de contrat de transition agroécologique - Investissements de mise aux normes nationales ou de l'union européenne à l'exception des travaux de mise aux normes définis à l'Art 73.5 du R(UE) 2021/2115 - Investissements retenus sur les appels à projets lancés par l'Etat <p>Les documents de mise en œuvre préciseront l'exhaustivité des dépenses inéligibles.</p>
Eligibilité temporelle des dépenses	Dépenses éligibles à partir du dépôt de la demande d'aide, après ouverture du dispositif (sauf les dépenses immatérielles <u>y compris les dépenses d'accompagnement du Contrat de Transition Agroécologique CTAE</u> –qui peuvent avoir débutées avant le dépôt de demande d'aide). Des précisions sont apportées dans les documents de mise en œuvre.
Eligibilité géographique	<p>L'investissement doit être localisé sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine</p> <p>Pour les projets interrégionaux se référer aux documents de mise en œuvre.</p>
Ligne de partage PSR/autres dispositifs régionaux ou nationaux	<p>Ligne de partage avec les autres dispositifs portés par la Région et/ou le FEADER :</p> <p>Investissements hydrauliques de réutilisation des eaux usées de traitement multi-usages : Cahier des charges régional REUSE (Direction de l'Environnement de la Région)</p>

	Coordination avec le dispositif porté par l'Etat (DRAAF NA)
Ligne de partage FESI	Aucune autre aide de ce type n'existe au titre des FESI, donc il n'y a aucun risque de double financement.
3. Modalités d'octroi de l'aide	
Principes de sélection	<p>Pour les projets de développement de l'irrigation (1 et 2) Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semence) Réhabilitation de plans d'eau existants Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur Projets de stockage Maîtrise d'ouvrage publique Exploitations certifiées ou en conversion Agriculture Biologique sur 97% de la Surface Agricole Utile</p> <p>Pour les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées (3) Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semence) Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur Exploitations certifiées ou en conversion Agriculture Biologique sur 97% de la Surface Agricole Utile</p> <p>Pour l'amélioration d'installations collectives existantes (4) Types de culture (Cultures légumineuses/protéiques, fruits et légumes, autonomie fourragère, semences) Jeune Agriculteur/Nouvel Agriculteur /Prêt d'Honneur Maîtrise d'ouvrage publique Exploitations certifiées ou en conversion Agriculture Biologique sur 97% de la Surface Agricole Utile</p> <p>Les critères de sélection qui en découlent sont vérifiés exclusivement au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dûment identifiées en comité de suivi ou dans le cahier des charges des documents de mise en œuvre.</p>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets, à l'exception des projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées (fil de l'eau)
Bonifications éventuelles	<p>Pour les projets de développement de l'irrigation (1 et 2) : + 5 points en pourcentage si les exploitations bénéficiaires de l'investissement comptent à minima un nouvel installé. + 25 points en pourcentage si les exploitations bénéficiaires de l'investissement sont engagées dans un contrat de transition agroécologique ou une certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise.</p> <p>Les conditions d'accès aux bonifications seront précisées dans les documents de mise en œuvre. Les conditions d'accès aux bonifications sont vérifiées au moment du dépôt de la demande de subvention à l'exception des situations dûment identifiées dans les appels à projets.</p>

	Les études <u>préalables (sans réalisation de travaux hydrauliques)</u> ne sont pas concernées par les bonifications.
Montants et taux maximum d'aide publique	<p>1 et 2. Les projets de développement de l'irrigation : <u>Etudes préalables (sans réalisation de travaux hydrauliques)</u> Taux Maximum Aide Publique : 100% Taux d'aide (FEADER + contrepartie) : 80%</p> <p><u>Dépenses matérielles et immatérielles</u> Taux Maximum Aide Publique : 100% Taux de base (sur toutes les dépenses éligibles hors CTAE) : 30% et bonifications : + 25 points en pourcentage si les exploitations bénéficiaires de l'investissement sont engagées dans un contrat de transition agroécologique ou une certification environnementale reconnue par l'autorité de gestion après expertise. + 5 points en pourcentage si les exploitations bénéficiaires de l'investissement comptent à minima un nouvel installé.</p> <p>3. Les projets de Réutilisation des Eaux Usées Traitées : <u>Etudes préalables (sans réalisation de travaux hydrauliques)</u> : Taux Maximum Aide Publique : 100% Taux d'aide (FEADER + contrepartie) : 80% <u>Dépenses matérielles et immatérielles :</u> Taux Maximum Aide Publique : 100% Taux d'aide FEADER 20%</p> <p>4. L'amélioration d'installations collectives existantes : <u>Etudes préalables (sans réalisation de travaux hydrauliques)</u> Taux Maximum Aide Publique : 100% Taux d'aide (FEADER + contrepartie) : 80% <u>Dépenses matérielles et immatérielles</u> Taux Maximum Aide Publique : 100% <u>Pour un porteur de projet collectif public : Taux d'aide FEADER : 60%</u> <u>Pour un porteur de projet collectif privé :</u> Taux d'aide publique (FEADER + contrepartie) : <u>60%</u></p>
4. Nature et montant de l'aide	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région, Agences de l'eau, Départements, Etat, <u>EPCI, Maîtrise d'Ouvrage Publique-</u>

5. Calcul du montant de l'aide	
Plancher (en dépenses éligibles)	10 000 € HT
Plafonds (en dépenses éligibles)	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses immatérielles plafonnées à 12% des dépenses matérielles éligibles, hors dépenses immatérielles d'accompagnement du contrat de transition agroécologique - Foncier plafonné à 10% des dépenses totales éligibles. <p>D'autres plafonds pourront être instaurés, ceux-ci seront précisés dans les documents de mise en œuvre.</p>
Modalités de versement	2 versements maximum
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<p>Les options de coûts simplifiés (OCS) seront utilisées pour les dépenses les immatérielles d'accompagnement du contrat de transition agroécologique : montant de dépense forfaitaire.</p> <p>Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.</p>
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	
Réglementation aides d'Etat	Soumis à l'article 42 du TFUE
Maintien des dépenses	<p>Les investissements matériels et équipements accompagnés doivent être conservés pendant une durée minimale de 3 ans à compter de la date de la dernière signature de la décision juridique.</p> <p>En cas de non-respect de cette obligation, le bénéficiaire s'expose au remboursement de tout ou partie de l'aide accordée.</p> <p>Des précisions sur les conditions de mise en œuvre de cette règle sont apportées dans les documents de mise en œuvre.</p>